

## Chapter 2

# La Contractualisation des Relations Familiales au Burundi

Gervais Gatunange

**Abstract** The introductory section of this chapter generally situates family relationships in Burundi's law. The Code of Persons and the Family mainly governs family relationships. But the Constitution also contains relevant provisions that protect marriage as the fundament of the family, which is considered to be the natural basic unit of society. Accordingly, the Criminal Code contains not less than 33 provisions that aim at the repression of crimes against the family.

The chapter then elaborates Burundi's substantive family law. It first deals with the law on parents and children, which generally is imperative. Agreements are however required to a limited extent in case the law requires the consent of the parties concerned, e.g. with regard to extra-marital or adoptive filiation. The same logic governs the law on marriage and divorce, the former and the latter only being allowed within the statutory framework.

In family proceedings, particularly divorce, the emphasis is put on the conciliation of the spouses by the family council which, moreover, generally still has a prominent role in family relationships.

In sum, contractualisation of family law in Burundi is limited, for the imperative regulatory framework strictly confines private ordering.

## Aperçu Général

Il nous paraît utile pour la clarté des développements qui vont suivre de dire un mot d'introduction sur l'état de la législation qui régit la matière du droit de la famille.

Le droit de la famille est une des branches principales du droit civil, à côté du droit des biens et du droit des obligations. Il est régi par la loi depuis la promulgation du premier Code des Personnes et de Famille (CPF) le 15 janvier 1980. Avant cette promulgation, la matière relevait de la coutume, du moins telle qu'elle était interprétée par la jurisprudence des cours et tribunaux.<sup>1</sup> Le législateur se proposait

---

G. Gatunange (✉)

Faculté de Droit, Université du Burundi, 4, Avenue Lac Rweru (Quartier Kabondo), Bujumbura, Bujumbura-Mairie, Burundi  
e-mail: [gatunange@yahoo.fr](mailto:gatunange@yahoo.fr)

« d'unifier et moderniser le droit burundais en la matière en s'inspirant d'autres législations modernes et en consacrant en même temps les meilleures traditions coutumières du Burundi » (préambule). Il sera modifié le 28 avril 1993 pour répondre au besoin qui se faisait sentir de « promouvoir les droits de la personne humaine, notamment en mettant fin aux dispositions jugées anachroniques, qui discriminent la femme, et en renforçant la protection de l'enfant, en vue de son développement harmonieux » (préambule). Par ailleurs, les dispositions relatives à l'adoption furent modifiées et développées par la loi sur l'adoption promulguée le 30 avril 1999. Cette loi fait suite à l'adhésion du Burundi, le 6 juin 1998, à la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale signée à la Haye, le 29 mai 1993.

Des dispositions de la Constitution sont également consacrées à la protection de la famille. Ainsi, l'article 29 garantit la liberté de se marier et le droit de choisir son ou sa partenaire. Mais il interdit le mariage entre deux personnes de même sexe. L'article 30 affirme de son côté que la famille est la cellule de base naturelle de la société, le mariage en étant le support légitime. A ces titres, ils sont placés sous la protection particulière de l'Etat. Le même article reconnaît aux parents « le droit naturel et le devoir d'éduquer leurs enfants ».

Notons que la Constitution réserve une place de choix aux droits de l'homme auxquels elle consacre le Titre II intitulé : « De la charte des droits et des devoirs de l'individu et du citoyen ». Il s'inspire largement des instruments internationaux pertinents. Ces instruments consacrent des principes comme l'intérêt supérieur de l'enfant et les principes d'égalité et de non discrimination qui ont un impact direct sur le droit de la Famille.

Par ailleurs, les principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont incorporés dans la Constitution : « Les droits et devoirs garantis entre autres par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi » (art.19 Const.). Cette disposition est d'un grand intérêt lorsque l'on sait la place éminente qu'occupent les conventions internationales dans la hiérarchie des normes au Burundi.

De façon générale, la Constitution dispose en son article 292 que les conventions internationales prennent effet, en principe, après leur ratification. Elles sont hiérarchiquement supérieures aux lois nationales. Le législateur burundais fait application de ce dernier principe à plusieurs reprises dans des lois particulières. Ainsi, l'article 12 du Code du Travail (Loi du 7 juillet 1993) dispose que « les conventions ratifiées l'emportent sur une disposition légale de contenu différent ». De même, aux termes de l'article 3 du Code de la Sécurité sociale (Loi du 16 juin 1999), « Toute convention de l'Organisation internationale du Travail relative à la Sécurité sociale et ratifiée par le Burundi fait autorité et l'emporte sur une disposition légale nationale de contenu différent ». Le constituant burundais ne se prononce pas sur le rapport hiérarchique existant entre la Constitution et

les conventions internationales, mais pour éviter des contradictions éventuelles, lorsqu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier cet engagement ne peut intervenir qu'après amendement ou révision de la Loi fondamentale (art. 296 Const.).

En principe donc, les tribunaux peuvent appliquer directement les conventions ratifiées relatives aux droits de l'homme, exactement comme s'il s'agissait de lois nationales. Mais il faut garder à l'esprit la distinction classique entre les droits civils et politiques, immédiatement applicables, et les droits économiques et sociaux qui sont d'application progressive.

Dans le même ordre d'idées de la protection de la famille, le Code pénal burundais (C.pén.) du 29 avril 2009 ne consacre pas moins de 33 articles à la répression des infractions contre l'ordre des familles (art. 505 à 537 C.pén.).

## **Droit Matériel de la Famille**

### ***Parents et Enfants***

Nous allons passer en revue les règles qui régissent la détermination de la filiation, l'autorité parentale ou tutélaire, le droit de garde, l'obligation alimentaire et l'établissement de la parenté par contrat.

### **Détermination de la Filiation**

En matière de filiation légitime, l'on applique la présomption selon laquelle l'enfant a pour père le mari de sa mère (art.196 CPF.). Mais il ne s'agit pas d'une présomption absolue car le père prétendu peut, dans certains cas, désavouer l'enfant que la loi lui attribue (art. 197–211 CPF.).

En cas de filiation naturelle, l'enfant ne jouit pas de la présomption de paternité. Il peut, soit être reconnu volontairement par son père naturel, soit intenter une action en recherche de paternité et prouver le lien de sang qui l'unit au père prétendu (art.214 CPF.).

Pour ce qui est de la filiation maternelle, aux termes de l'article 213 du Code des Personnes et de la Famille, «l'enfant naturel a pour mère la personne à laquelle l'acte de naissance attribue cette qualité». Elle s'établit par le fait de l'accouchement.

En matière de filiation adoptive, il faut distinguer selon qu'il s'agit d'adoption simple ou d'adoption plénière. Selon la loi sur l'adoption, l'adoption plénière confère à l'enfant une filiation qui se substitue à sa filiation d'origine. L'adopté cesse d'appartenir à sa famille par le sang. Dès lors, l'adopté a les mêmes droits et les mêmes obligations que l'enfant légitime envers l'adoptant (art. 34). Mais contrairement à l'adoption plénière, l'adoption simple laisse subsister les liens entre l'enfant et sa famille d'origine. L'adopté y conserve tous ses droits, notamment

ses droits héréditaires (art. 42). Cependant, l'adoptant est seul investi à l'égard de l'adopté de tous les droits découlant de l'autorité parentale, y compris le droit de consentir au mariage de l'adopté, s'il est mineur (art. 43).

### **Autorité Parentale ou Tutélaire**

Aux termes de l'article 284 du Code des Personnes et de la Famille, « L'autorité parentale est l'ensemble des droits que la loi accorde aux père et mère sur la personne et sur les biens de leurs enfants mineurs et non émancipés ». Le père et la mère sont mis sur un même pied d'égalité. Le principal droit sur la personne du mineur est le droit de garde. Les pouvoirs sur les biens sont le droit d'administration légale qui autorise les père et mère à gérer les biens, meubles et immeubles, de leurs enfants et la jouissance légale qui leur permet de percevoir les revenus de ces biens (art. 288–297 CPF.).

Si l'un des parents décède ou est autrement empêché, l'autre parent exerce l'autorité parentale. Ce n'est qu'en cas de décès ou d'empêchement du dernier des parents que la tutelle s'ouvre. La tutelle est alors testamentaire si le dernier des parents a désigné le tuteur par testament. Mais celui-ci doit être approuvé par le conseil de famille. A défaut de tutelle testamentaire ou si un tel tuteur n'est pas approuvé par le conseil de famille, le conseil de famille donne au mineur un tuteur de son choix. Celui-ci exerce la tutelle sous le contrôle du conseil de famille. S'il est défaillant, le conseil de famille peut le destituer et pourvoir à son remplacement (art. 300–305 CPF.).

Sous réserve de la surveillance du conseil de famille, le tuteur a les mêmes droits sur la personne de l'enfant que ses parents. Mais pour ce qui est des droits sur les biens, le tuteur n'a pas la jouissance légale et il doit avoir l'autorisation du conseil de famille pour accomplir des actes de disposition (art. 314 CPF.).

### **Droit de Garde**

Les époux, qu'ils aient la garde ou non, continuent à exercer conjointement les autres attributs de l'autorité parentale, comme le choix de l'éducation ou de la religion de leurs enfants. Une convention sur les modalités d'exercice de ce droit serait valable si et aussi longtemps qu'elle est conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant, à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

En ce qui concerne la garde de l'enfant, le Code des Personnes et de la Famille prévoit des régimes différents selon qu'il s'agit de divorce pour cause déterminée ou de divorce par consentement mutuel. Dans le premier cas, des dispositions conventionnelles ont peu de place dans la mesure où, le juge décide de la garde de l'enfant qu'il peut confier au père, à la mère ou à une tierce personne, à la demande de l'un des époux, d'un membre de la famille, du Ministère public ou même d'office. Par ailleurs, cette décision est provisoire, c'est-à-dire qu'à même demande, elle peut être modifiée, à tout moment, si l'intérêt de l'enfant l'exige (art. 184 CPF.). Mais

en cas de divorce par consentement mutuel, ce sont les parents eux-mêmes qui font des propositions relativement à la garde de l'enfant, propositions qui doivent être agréées par le juge (art. 190 CPF.).

### **Obligation Alimentaire**

L'obligation alimentaire n'existe qu'entre époux, entre enfants et père et mère, entre les autres ascendants et leurs descendants (art. 134 CPF.). L'obligation alimentaire est successive. Une personne dans le besoin doit d'abord s'adresser à son conjoint. A défaut de conjoint ou de conjoint solvable, elle doit actionner les enfants et si ceux-ci n'existent pas ou ne sont pas en mesure de payer, elle doit s'adresser aux père et mère. A défaut de père et mère, ce sont les autres ascendants, c'est-à-dire les grands-parents et arrière-grands-parents qui doivent être mis à contribution. Enfin à défaut de ces derniers, ce sont les autres descendants, c'est-à-dire les petits-enfants et les arrière-petits-enfants qui devront payer (Art. 135 CPF.). Mais en réalité la solidarité familiale va bien au-delà de ce cercle fermé de parents. A cet égard, le Code de sécurité sociale (Loi du 16 juin 1999), en son article 4, est encore plus restrictif dans la mesure où seuls ont la qualité d'ayants droit, le veuf ou la veuve, les enfants, sous certaines conditions, et les descendants directs.

### **Établissement de la Parenté par Contrat**

S'agissant de l'établissement ou de l'exclusion de la parenté par contrat, il y a lieu de distinguer selon le genre de filiation. Dans les cas où la loi exige le consentement de la mère naturelle ou des parents adoptifs, des arrangements sont souvent inévitables.

En matière de filiation légitime, la part de la volonté dans l'établissement de la parenté est inexistante. L'on applique la présomption légale de paternité et quand bien même elle ne correspondrait pas à la réalité, le père biologique ne pourrait pas reconnaître un enfant avant son désaveu par le père légitime. L'article 218 du Code des Personnes et de la Famille est, en effet, catégorique à ce sujet: « L'enfant adultérin de la femme mariée ne peut être reconnu par son auteur qu'après désaveu par le mari de sa mère ».

Mais en matière de filiation naturelle, même si, formellement, il n'y a pas de contrat entre le père et la mère de l'enfant ou leurs familles, il n'en reste pas moins vrai que la volonté des parties joue un grand rôle dans l'établissement de la parenté. D'abord le père naturel peut reconnaître son enfant devant l'officier de l'état civil. Mais l'article 219 du Code des Personnes et de la Famille subordonne la validité de la reconnaissance au consentement simultané de l'enfant s'il est majeur, de sa mère s'il est mineur, de son tuteur s'il est interdit ou mineur orphelin de mère. Il est vrai qu'en cas de refus de la mère ou du tuteur de consentir à la reconnaissance, un recours est ouvert devant le tribunal compétent du domicile du représentant de l'enfant (art. 220). Dans sa décision, le juge est guidé par l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 221 CPF.).

La part de la volonté est encore plus accentuée dans la filiation adoptive. La Loi sur l'adoption dispose qu'elle est prononcée par le Tribunal de Grande Instance à la requête de l'adoptant (art. 27). Mais les père et mère doivent consentir l'un et l'autre à l'adoption. Le consentement de l'autre suffit si l'un des deux est décédé ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté ou s'il a été déchu de l'autorité parentale (art. 11). Lorsque les père et mère de l'enfant sont décédés ou lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté ou encore s'ils ont été déchus de l'autorité parentale, le consentement est donné par le conseil de famille, après avis de la personne qui prend soin de l'enfant (art. 13). Notons que le tribunal peut prononcer l'adoption en cas de refus abusif de consentement à l'adoption opposé par les parents ou par le conseil de famille (art. 18). Enfin, l'adopté âgé de plus de 13 ans doit consentir personnellement à son adoption plénière (article 8, al. 3).

Notons que l'autorité parentale est d'ordre public car elle constitue une des bases de la famille. Elle échappe donc à la volonté des parties et elle est hors commerce. Celui qui la détient ne peut donc y renoncer, la céder en totalité ou dans tel ou tel de ses attributs. De même, les relations familiales étant d'ordre public, les parties, en l'occurrence les parents et les enfants, ne pourraient pas mettre fin à leur relation par convention.

## ***Partenaires***

Seul le mariage civil est reconnu (art. 87 CPF.), à l'exclusion du concubinage et des mariages religieux ou coutumiers. Il en est de même en matière de sécurité sociale. L'article 14 du Code de Sécurité sociale dispose, en effet, que le concept « ayant droit » désigne, entre autres, le conjoint survivant « non divorcé ni séparé de corps, à condition que le mariage ait été contracté et inscrit à l'état civil ».

## **Conditions de Formation du Mariage**

Les dispositions relatives aux conditions de fond et de forme de formation du mariage sont impératives. Leur modification par les parties serait nulle et de nul effet.

Concernant les conditions de fond de formation du mariage, l'on distingue les conditions positives, à savoir la différence de sexes, l'âge minimum (vingt et un ans pour l'homme et dix-huit ans pour la femme), le consentement des époux et le consentement éventuel des parents ou du conseil de famille, en cas de minorité et les conditions négatives consistant dans l'absence d'empêchement résultant de la parenté, d'un mariage antérieur non dissous ou du délai de viduité, c'est-à-dire le délai de dix mois imposé à la femme, veuve ou divorcée, pour contracter un nouveau mariage (Art. 88–103 CPF.).

Notons que la dot, symbole de l'alliance entre les familles des époux<sup>2</sup> n'est plus une condition de formation du mariage : « La validité du mariage ne peut être conditionnée par le versement d'une dot, même dans le cas d'un engagement écrit

du futur époux » (art. 93 CPF.). De façon générale, les familles des époux restent à l'arrière-plan, contrairement au mariage coutumier qui met davantage l'accent sur l'alliance des familles. Dans le Burundi traditionnel comme ailleurs en Afrique, « L'union de deux époux était d'abord l'alliance de deux maisons<sup>3</sup> »

Pour ce qui est des conditions de forme, il importe de rappeler que le mariage est un acte solennel. Le seul consentement des époux ne suffit pas pour le réaliser. Il faut le concours effectif de l'officier de l'état civil qui « reçoit de chacun la déclaration qu'ils veulent se prendre pour mari et femme et prononce qu'ils sont légalement unis par les liens du mariage » (art. 117 CPF.).

Le mariage régulier crée des droits et des devoirs réciproques, à savoir les devoirs de cohabitation, de fidélité, de secours et d'assistance. Une convention portant sur des prestations découlant des devoirs nés du mariage comme les devoirs de secours et d'assistance serait valable aussi longtemps qu'elle serait jugée juste et équitable. Mais une disposition dispensant des devoirs de cohabitation et de fidélité pourrait être dénoncée à tout moment par l'une des parties pour contrariété à l'ordre public.

## **Dissolution du Mariage**

Le mariage régulièrement formé ne peut être dissous que conformément à la loi. Les dispositions relatives aux conditions de fond et de forme de dissolution du mariage sont également d'ordre public. Les époux ne peuvent pas les modifier par contrat.

A cet égard, les époux peuvent divorcer, soit pour cause déterminée, soit par consentement mutuel.

Dans le divorce pour cause déterminée, seules sont admises comme causes de divorce les fautes graves commises par l'un des conjoints envers l'autre, à savoir l'adultère, les excès et sévices, l'injure grave et la condamnation pour un fait entachant l'honneur (art. 158–159 CPF.).

Le divorce par consentement mutuel se réalise par la manifestation persistante de la volonté des deux époux de mettre fin à leur union. Mais Il ne suffit pas que les époux veuillent, de commun accord divorcer, il faut en plus que la vie commune soit devenue insupportable et que le maintien du lien conjugal soit devenu intolérable (art. 187 CPF.). Le juge n'est donc pas passif. Il n'est pas là seulement pour recueillir l'accord des époux et en vérifier éventuellement la sincérité, il doit s'assurer que le lien conjugal est irrémédiablement rompu. Le juge doit, par ailleurs, recueillir l'avis du conseil de famille avant toute décision quant au fond (art. 194 CPF.).

Le Code des Personnes et de la Famille est, à cet égard, moins libéral que la coutume qui admet le divorce-répudiation à l'initiative du mari ou de la femme : « Le divorce n'exige pas une procédure spéciale. Que l'initiative vienne du mari ou de la femme, cela seul suffit<sup>4</sup> »

## **Pension Alimentaire**

En cas de divorce pour cause déterminée, c'est l'époux coupable qui est condamné à payer une pension alimentaire à l'époux innocent, à condition que le premier ait

les moyens de la payer et que le second soit dans le besoin (art. 183 CPF.). La part de la convention semble donc limitée, compte tenu des tensions qui caractérisent ce genre de divorce.

Mais en cas de divorce par consentement mutuel, le juge homologue l'accord des époux après avoir vérifié s'il est conforme à l'intérêt des enfants et à l'équité (art. 192 CPF.).

## **Droit Procédural de la Famille**

### ***Juridiction***

#### **Les Notables de la Colline**

Dans la culture burundaise, en cas de conflit, qu'il s'agisse de conflit familial ou autre, le premier réflexe des parties au différend est de saisir le conseil des sages (les *Bashingantahe*) de la colline pour tenter la conciliation des parties.<sup>5</sup>

Les *Bashingantahe* sont des notables choisis pour leur intégrité morale, leur sens de l'équité afin de résoudre les différends qui surgissent sur la colline entre parents et voisins. Ils jouissent d'une grande autorité morale et leurs conseils sont généralement suivis par les parties.

Le problème de sa modernisation<sup>6</sup> sinon de sa réhabilitation<sup>7</sup> se pose tout de même et des chercheurs suggèrent de s'inspirer du modèle de l'Ombudsman suédois<sup>8</sup>

De son côté, la Loi du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale reconnaît le rôle des *Bashingantahe* dans la résolution des conflits. L'article 37 alinéa 2 dispose, en effet, que « Sous la supervision du chef de colline ou de quartier, le conseil de colline ou de quartier a pour mission d'assurer sur la colline ou au sein du quartier, avec les *Bashingantahe* de l'entité, l'arbitrage, la médiation, la conciliation ainsi que le règlement des conflits de voisinage ». Cela dit, des rivalités ont parfois été observées entre les élus locaux et les *Bashingantahe*, ce qui a poussé l'Administration à confectionner un *Guide des relations entre les Sages/Bashingantahe et les élus locaux*, en 2006<sup>9</sup>

#### **Le Conseil de Famille**

En droit de la famille, le conseil de famille joue un rôle de premier plan dans la résolution des conflits. Aux termes de l'article 371 du Code des personnes et de la Famille, « Le conseil de famille est une institution créée au sein de la famille pour veiller à la sauvegarde des intérêts de chacun de ses membres dans les cas prévus par la loi. Dans ses décisions, il doit être guidé par l'esprit d'*ubushingantahe* caractérisé essentiellement par l'abnégation, la probité et l'impartialité ». Il est composé des père et mère de l'intéressé, de ses frères et sœurs majeurs, d'au moins deux de ses parents choisis soit dans la ligne paternelle, soit dans la ligne maternelle suivant



l'ordre de proximité, d'au moins deux personnes connues pour leur esprit d'équité, cooptés par les membres du conseil de famille des 3 premières catégories (art. 373 CPF.). Le président du conseil de famille est élu par ses membres (art. 372 CPF.).

Le conseil de famille intervient aussi bien dans le divorce pour cause déterminée que dans le divorce par consentement mutuel, mais à des titres divers.

Il faut noter que la spécialité de la procédure en divorce pour cause déterminée réside dans le souci du législateur d'éviter le divorce autant que possible. Un accent particulier sera donc mis sur la tentative de conciliation. Celle-ci a d'abord lieu devant le conseil de famille, ensuite devant le juge.

Avant d'introduire l'action en divorce, l'époux demandeur doit provoquer une réunion de conciliation groupant les époux et leurs conseils de familles respectifs (art. 160). En matière de divorce par consentement mutuel, le tribunal doit demander l'avis du conseil de famille avant toute décision au fond (art. 194 CPF.).

### **Procédure de Conciliation Devant les Tribunaux**

Si les conseils de famille ne réussissent pas à concilier les époux, une autre tentative de conciliation est faite devant le juge : « A la première audience, le juge entend les parties en personne sans l'assistance de leurs conseils et à huis clos. Il leur fait des observations qu'il croit convenables en vue de la réconciliation des époux » (art. 164 CPF.). Le Code des Personnes et de la Famille essaie ainsi de créer un climat psychologique favorable à la réconciliation. Le législateur consacre ainsi une procédure que les tribunaux appliquaient bien avant la promulgation du Code.<sup>10</sup>

### ***Contrôle***

Si les notables de la colline réussissent dans leur tentative de conciliation, la procédure s'arrête là et tout rentre dans l'ordre. C'est en réalité à ce niveau que les chances de conciliation sont les plus grandes. Mais en cas d'échec, la procédure suit son cours devant le conseil de famille qui jouit d'une large marge de manœuvre, le tribunal se contentant de vérifier si la tentative de conciliation a eu lieu. En cas d'échec à ce niveau, le juge a en réalité peu de chances de réussir là où conseil de famille et les notables de la colline ont échoué. Il lui reste à essayer de sauvegarder l'intérêt légitime des enfants et des époux pendant l'instance de divorce et après avec la possibilité pour l'époux qui ne serait pas satisfait, d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation.

### **Conclusion**

D'après la coutume burundaise, les relations familiales sont du domaine de la convention entre les familles. Mais le Code des Personnes et de la Famille a considérablement réduit ce rôle en mettant l'accent sur leur caractère d'ordre public.

Comme il fallait s'y attendre, la coutume résiste remarquablement au droit écrit.<sup>11</sup> Encore qu'on pourrait mieux appréhender la réalité en termes de complémentarité qu'en termes de concurrence. De fait, dans la mentalité burundaise, un mariage parfait est celui qui est célébré selon les trois formes, coutumière, religieuse et civile, la première forme mettant en exergue le pacte conclu entre les familles des époux, les deux dernières privilégiant l'engagement personnel des époux. Les cérémonies de mariage ne laissent apparaître d'ailleurs aucune rivalité.

La célébration du mariage coutumier est précédée par la remise de la dot au cours d'une cérémonie grandiose qui réunit tout ce que les deux familles comptent comme parents, voisins amis et connaissances. Le jour du mariage, l'officier de l'état civil reçoit l'échange des consentements des époux devant une poignée de parents et amis intimes car la sobriété de la cérémonie ne se prête pas à plus de solennité ; la cérémonie qui suit, à l'église, est beaucoup plus rehaussée et la journée est clôturée par la cérémonie coutumière qu'aucun proche ne doit rater, où le père de la mariée la remet solennellement, comme promis lors de la remise de la dot, au père du mari.

En cas de différend, la coutume et la loi civile se rejoignent d'ailleurs pour ce qui est du rôle imparti aux familles dans la mesure où le Code des Personnes et de la Famille reconnaît aux conseils de famille respectifs un rôle important dans la tentative de conciliation, à l'instar de la coutume. La dissolution n'est cependant plus une affaire des familles mais des tribunaux bien que l'on observe, même à ce niveau, une survivance de la coutume, les époux répugnant à saisir les tribunaux et préférant divorcer selon la coutume, situation que la loi ne reconnaît pas et que les tribunaux qualifient de séparation de fait, sans effets juridiques. Ici encore, un peu plus de réalisme et moins de dogmatisme de la part de la loi civile rapprocherait sensiblement les deux droits qui ne sont pas si différents, si l'on va au fond des choses. La coutume reconnaît qu'à côté des situations idéales, conformes à la tradition, il y a des situations moins « catholiques » comme les mariages de fait, les séparations de fait, etc., qu'il ne faut pas ignorer, ce qui permet de les encadrer par des arrangements entre les intéressés et leurs familles.

## Notes

1. M. HELVETIUS, « Les transformations du droit coutumier au Burundi », *Revue juridique du Rwanda et du Burundi*, 1965, n° 4, pp. 145 à 150.
2. BARENGAYABO, M., *La dot matrimoniale au Burundi sous l'éclairage des lois et des coutumes d'Afrique*, thèse, Pontificia Universitas Lateranensi, Rome, 1973, 219 p.
3. M.A. PIETTRE, *La condition féminine à travers les âges*, Paris, Marabout université, 1974, p. 171.
4. A. SIMONS, « Coutumes et institutions des Barundi », *Bulletin des juridictions indigènes et du droit coutumier congolais*, 1944, n° 9, p. 186.
5. MAKOBERO, D. « L'institution des Bashingantahe comme moyen de réconciliation », *Au Cœur de l'Afrique*, n° 1-2, 2003, pp. 31-44.

6. MANIRAKIZA, Z. « L'institution des Bashingantahe. Entre la tradition et la modernité ». *Au Cœur de l'Afrique*, n°2-3, 1999, pp. 209-238.
7. A. NTABONA, « Les enjeux majeurs de la réhabilitation des Bashingantahe », *Au Cœur de l'Afrique*, n°1-2, 2002, pp. 3-21.
8. PH. NTAHOMBAYE Et P. RWANTABAGU, "Modernisation des Bashingantahe au Burundi: sur les empreintes de l'Ombudsman suédois". *Revue New Routes*, vol. 9, 2004.
9. REPUBLIQUE DU BURUNDI, MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE, *Guide des relations entre les Sages/Bashingantahe et les élus locaux*, Bujumbura, 2006, 20p.
10. Appel, 12 novembre 1964, *Revue juridique du Rwanda et du Burundi*, 1964, p. 162.
11. M. ALLIOT, Les résistances traditionnelles au droit moderne dans les Etats d'Afrique francophone et à Madagascar, *Etudes de droit africain et de droit malgache*, Paris, Cujas, 1965, pp. 235-256.

Contractualisation of Family Law - Global Perspectives

Swennen, F. (Ed.)

2015, XI, 372 p. 2 illus., Hardcover

ISBN: 978-3-319-17228-6